

Nature de l'acte : 8.3

N° 2024 11 1065

Mis en ligne le ...22.11.24..

ARRÊTÉ PORTANT ABROGATION ET REMPLACEMENT DE L'ARRÊTÉ N° 2024 11 1026 DU 06 NOVEMBRE 2024 RELATIF AU STATIONNEMENT INTERDIT SUR LE PARKING INFÉRIEUR DU PIC DU JER SUR LES EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT SITUÉS LE LONG DU BOULEVARD D'ESPAGNE POUR TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL POUR PASSAGE DE GAINES POUR LA VIDÉOSURVEILLANCE DU 18 AU 22 NOVEMBRE 2024,

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande de Christophe VITRAC sis TSA 70011 Chez Sogelink 69134 DARDILLY CEDEX, relative au stationnement interdit sur le parking inférieur du Pic du Jer sur les emplacements de stationnement situés le long du Boulevard d'Espagne pour travaux de génie civil pour passage de gaines pour la vidéosurveillance du 18 au 22 novembre 2024,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

Article 1 - Abrogation

L'arrêté municipal n° 2024-11-1026 relatif au stationnement interdit sur le parking inférieur du Pic du Jer sur les emplacements de stationnement situés le long du Boulevard d'Espagne pour travaux de génie civil pour passage de gaines pour la vidéosurveillance du 18 au 22 novembre 2024, est abrogé et remplacé comme suit :

Article 2 - Autorisation

Du 02 au 12 décembre 2024, l'entreprise BOUYGUES E&S AQUITAINE est autorisée à occuper le domaine public sur le parking inférieur du Pic du Jer, sur les emplacements de stationnement situés le long du Boulevard d'Espagne,

Article 3 – Stationnement

Durant la période visée à l'article 1 le stationnement est interdit sur les emplacements de stationnement situés le long du Boulevard d'Espagne sur le parking inférieur du Pic du Jer

Article 4 – Affichage de l'arrêté

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 5 - Signalisation, balisage

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet du présent arrêté.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet du présent arrêté.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants.

Article 6 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrêté doit conserver l'accès des riverains.

Article 7 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté est considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie de pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 8 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication électronique.

Article 10 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services, et Madame le Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 18 novembre 2024

Le Maire,



Notifié le
 Par courrier recommandé envoyé le
 Par remise en main propre
 Par mail envoyé le 22/11/2024
Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.

